

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 5/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TREZ FRANCE**

Parc d'Activités de la porte de Mauriennne  
73220 Val-d'Arc

Références : 20230523-RAP-TREZ-Inspection\_Prescriptions\_generales.odt

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement TREZ FRANCE implanté PA de la porte de Mauriennne 73220 Val-d'Arc. L'inspection a été annoncée le 14/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le programme du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TREZ FRANCE
- PA de la porte de Mauriennne 73220 Val-d'Arc
- Code AIOT : 0010700578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TREZ France fait partie du groupe AUREA, regroupant en France et en Belgique plusieurs entreprises du secteur de la collecte et du traitement des déchets.

La société TREZ a exploité jusqu'en novembre 2019 une installation de traitement de déchets dangereux zincifères sur son site de Val d'Arc – Aiguebelle. L'entreprise a ensuite procédé à une reconversion de ses activités vers le transit / regroupement d'huiles usagées. Ceci a fait l'objet d'un dossier de cessation partielle d'activité et de porter à connaissance, transmis en février 2020 au titre des articles R. 512-39-1 et R. 181-46 du code de l'environnement, et d'un arrêté préfectoral du 29/07/20 mettant à jour l'autorisation d'exploiter. La société TREZ a élargi son champ de compétence en 2021 en prenant en charge aussi les liquides de refroidissement usagés ainsi que les filtres à huile. Cette demande de modification n'ayant pas conduit à une évaluation environnementale, un arrêté préfectoral portant mise à jour de l'autorisation d'exploiter a été établi le 28 septembre 2021 et autorise régulièrement, à ce jour, la société TREZ à pratiquer ses activités.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prescriptions générales
- Effluents liquides
- Prévention des pollutions accidentelles
- Gestion des déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions Générales	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 1.2.1	Sans objet
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.3.5	Sans objet
3	Conditions de rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.5.3	Sans objet
4	Contrôle des rejets d'eaux pluviales de voirie	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.6.2	Observation
5	Surveillance des eaux souterraines, des sols et du milieu aquatique	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.7.1.1	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.8.1	Sans objet
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.8.2	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.8.3-I	Sans objet
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.8.6	Observation
10	Dispositions spécifiques à la gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 7.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans la globalité, cette inspection généraliste sur des dispositions générales applicables à l'établissement TREZ n'a pas conduit à relever des non-conformités.

Toutefois, il est demandé à l'exploitant, à titre d'observations, de conduire les actions suivantes :

#### Sous quinze jours :

- Transmettre à l'inspection des installations classées le rapport d'analyses des eaux pluviales à l'aval du second séparateur à hydrocarbures.

#### Sous 1 mois :

- Procéder au nettoyage de la rétention R413 afin d'assurer par un contrôle la bonne étanchéité de cette rétention.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Dispositions Générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des Installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les activités exercées sur le site relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :  N° de rubrique : <b>2718</b> / Activité : Transit, regroupement de déchets dangereux / Capacité : Qualité maximale de déchets susceptible d'être entreposée sur le site : Huiles usagées 220 t – Liquides de refroidissement : 30 t – Filtres à huile : 15 t → Total : 265 t / Flux Maximal pris en charge : 4000 t/an / Régime(*) : A N° de rubrique : <b>3550</b> / Activité : Stockage temporaire de déchets dangereux en attente de traitement / Capacité : Qualité maximale de déchets susceptible d'être entreposée sur le site : Huiles usagées 220 t – Liquides de refroidissement : 30 t – Filtres à huile : 15 t → Total : 265 t / Flux Maximal pris en charge : 4000 t/an / Régime(*) : A N° de rubrique : <b>3510</b> / Activité : Valorisation de déchets dangereux recourant à un mélange préalable à une opération de traitement / Capacité : 35 t/j Régime : A  (*) : A = Autorisation ; E = Enregistrement ; NC = non classé Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3510 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles sont celles relatives au traitement des déchets (BREF WT). Les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 précité, et en particulier ses annexes 2 et 3.1, seront opposables à l'exploitant à compter du 17 août 2022.
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant, lors de l'inspection, les quantités/volumes de déchets présents sont les suivants : - 9 tonnes pour le liquide de refroidissement ; - 4 tonnes pour les filtres à huile ; - 30 tonnes pour l'huile. L'exploitant utilise à ce jour 4 cuves pour le regroupement d'huiles usagées pour une capacité totale disponible de 94 m <sup>3</sup> . L'exploitant utilise 2 cuves pour le regroupement du liquide de refroidissement usagé pour une capacité totale disponible de 32 m <sup>3</sup> . L'écart constaté entre la capacité totale disponible et la faible quantité actuellement en présence sur le site est expliqué par l'exploitant par le fait que l'acheminement vers le centre de traitement est régulier. L'exploitant a indiqué que le flux annuel de déchets dangereux reçus en 2022 est de 3164 tonnes. L'exploitant a aussi mentionné que les déchets collectés provenaient de toute la région Auvergne-Rhône-Alpes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> Deux vannes de sectionnement à commande manuelle situées à l'aval des deux séparateurs hydrocarbures permettent l'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales de voirie collectées sur les secteurs N/NO et S/SO par rapport à l'extérieur. Les emplacements de ces vannes de sectionnement sont clairement identifiés par une signalisation adéquate. Ces dispositifs sont facilement accessibles et actionnables en toute circonstance. L'exploitant s'assure de leur bon fonctionnement permanent par un entretien, une maintenance et des essais réguliers, a minima trimestriels. Ces opérations sont définies par consigne. La maintenance effectuée et les résultats des contrôles sont consignés dans un registre.
<b>Constats :</b> L'inspection a permis de justifier de la présence des deux vannes de sectionnement à commande manuelle située à l'aval de chaque séparateur. L'exploitant a montré que le dispositif était dans un état correct et utilisable. L'exploitant a également présenté lors de l'inspection la procédure d'instruction relative à la gestion des vannes d'isolement. Cette procédure constitue aussi la traçabilité des tests trimestriels effectué sur chaque vanne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Conditions de rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.5.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Dispositifs internes de traitement des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait vidanger, nettoyer et vérifier les séparateur d'hydrocarbures autant de fois que nécessaire et au minimum une fois par an. Les résidus des séparateurs d'hydrocarbures sont éliminées en tant que déchets dangereux selon les dispositions du titre 7. Les fiches de suivi des dispositifs de traitement, les attestations de conformité aux normes en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi des déchets extraits de ces dispositifs le cas échéant sont conservés par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le curage avait été effectué le 25 avril 2023 par Savoie Vidange (l'exploitant a précisé que le curage correspond uniquement à une prestation de pompage nettoyage : le contenu collecté est ensuite directement pris en charge par l'une des filiales du groupe AUREA, compétente pour le traitement de ce type d'effluent).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Contrôle des rejets d'eaux pluviales de voirie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.6.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Une fois par an, l'exploitant procède en période de fonctionnement normal des installations, et pour chacun des 2 points définis à l'article 4.6.1, à des prélèvements d'échantillons représentatifs des effluents rejetés. Ces échantillons sont analysés pour les paramètres réglementés à l'article 4.5.3. Les analyses sont réalisées par un organisme ou laboratoire agréé, ou accrédité, et selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
<b>Constats :</b> L'exploitant a expliqué qu'il procède une fois par an à l'analyse des eaux pluviales en sortie de séparateurs. L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection le rapport d'analyse des rejets eaux pluviales en sortie du séparateur d'hydrocarbures n°1. Ce rapport n'appelle aucune remarque de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Observations :</b> Nous demandons à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai de 15 jours, le rapport d'analyse des eaux pluviales à l'aval du second séparateur à hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Surveillance des eaux souterraines, des sols et du milieu aquatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Principes généraux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site. Cette surveillance est effectuée à minima sur les 3 piézomètres équipant le site (PZ sud, PZ usine, PZ marbrerie). Dans ces forages, des mesures de niveau piézométrique, de prélèvements et analyses sont effectués au minimum deux fois par an, en périodes de basses et de hautes eaux, selon les méthodes normalisées en vigueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'il procédait à la surveillance des eaux souterraines à fréquence semestrielle. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses correspondants aux campagnes effectuées en 2021 et en 2022. En octobre/novembre 2021, la société TREZ a réalisé l'ajout de 2 piézomètres en aval du sens de courant de la nappe. Chacun des rapports conclut sur la non-dégradation de la qualité de la nappe en aval.  Certaines campagnes mettent en exergue quelques dépassements en métaux dans les piézomètres en amont ; seulement d'une campagne à la suivante, il s'avère que ces dépassements ne se reproduisent et peuvent donc être considérés comme isolés. Pour le strontium, des concentrations proches ou légèrement supérieures à la teneur moyenne dans les eaux souterraines en Auvergne-Rhône-Alpes ont été relevées au cours des 4 campagnes de mesures transmises par l'exploitant. Cependant, des campagnes de mesures et d'analyses supplémentaires sont nécessaires afin de cerner l'évolution de la teneur en strontium dans le sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux des cuves
<b>Prescription contrôlée :</b> Chacune des cuves de stockage de déchets liquides est équipée : - d'un dispositif de mesure de niveau en continu permettant de connaître à chaque instant le volume contenu, - et d'un niveau très haut d'une technologie différente. Afin de se prémunir contre tout débordement, les pompes de transfert, notamment de déchargement, sont asservies à ces niveaux. Le trop plein des cuves est dirigé vers les sous-sol équipé d'un capteur de présence de liquide.
<b>Constats :</b> L'inspection a permis de constater la présence du dispositif de mesure en continu ainsi que du niveau très haut sur chacune des cuves conformément à la réglementation applicable à l'établissement. Le contrôle du capteur de niveau très haut afin d'éviter tout débordement est implémenté dans la procédure d'instruction relative aux contrôles visuels effectués sur l'ensemble liés au transit-regroupement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des fuites
<b>Prescription contrôlée :</b> Une procédure est mise en place pour assurer des contrôles visuels réguliers et une maintenance préventive rigoureuse de l'ensemble des équipements liés au transit-regroupement de déchets liquides (cuves, pompes, vannes, canalisations, capteurs de niveau, rétentions, etc.) est mise en œuvre afin de vérifier leur étanchéité et prévenir toute dégradation susceptible de donner lieu à des fuites ou des écoulements accidentels, en prenant notamment en compte les effets du vieillissement. En particulier, les cuves de stockage subissent tous les 10 ans un contrôle par un organisme compétent portant sur leur état (y compris soudures, bouchons, etc), leur résistance et leur étanchéité.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que les cuves actuellement utilisées ont été mises en service en 2020 et sont en propylène. L'exploitant a justifié lors de l'inspection et a transmis postérieurement à l'inspection d'une procédure d'instruction relative aux contrôles visuels effectués sur l'ensemble des équipements liés au transit-regroupement. A fréquence mensuelle, l'exploitant a expliqué qu'il vérifie les cuves, tubulures, pompes et vannes servant au transport de différents fluides.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.8.3-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cuves de stockage de déchets liquides (280 m<sup>3</sup> au total) sont associées à une rétention unique en sous-sol des 290 m<sup>3</sup>. Le reste du sous-sol constitue une rétention secondaire si nécessaire, pour un volume total de 1900 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le bassin R413 (100 m<sup>3</sup>) assurant la rétention sous la zone de dépotage présente en permanence une capacité libre de 40 m<sup>3</sup> afin de pouvoir recueillir la totalité du contenu d'une citerne routière en cas d'épandage accidentel. Une procédure est mise en place pour s'assurer régulièrement du volume disponible dans cette rétention déportée et procéder si nécessaire à la vidange de ce bassin.</p> <p>Une rétention est mise en place autour de l'aire d'entreposage des filtres à huile, avant le démarrage de l'activité de transit-regroupement de ces déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a justifié de l'existence d'une procédure relative à la gestion de la rétention du bassin R413. La procédure au droit du bassin R413 vise à vérifier la bonne étanchéité de la rétention par contrôle visuel ainsi que la disponibilité effective de la rétention. Il a été constaté qu'un marqueur visuel du volume à ne pas dépasser dans la rétention R413 est correctement visible.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant effectue un contrôle périodique de l'étanchéité du sous-sol, par mise sous eau. Des inspections visuelles régulières permettent par ailleurs de s'assurer de la bonne conservation de cette étanchéité. Ces contrôles sont effectués à une fréquence au moins annuelle, sur la base du catalogue des désordres joint au guide professionnel DT 92 relatif à la surveillance des ouvrages de génie civil et des structures.</p> <p>L'étanchéité du bassin R413 fait également l'objet de contrôles réguliers. Les contrôles d'étanchéité des rétentions et les actions correctives entreprises sont consignées sur un registre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que 2 procédures relatives aux 2 rétentions (sous-sol et bassin R413) existent. Celles-ci ont été transmises par l'exploitant postérieurement à l'inspection.</p> <p>La procédure au droit du bassin R413 permet de vérifier la bonne étanchéité de la rétention par contrôle visuel. En pratique cependant, il s'avère que par l'obscurité couplée aux marques des déposés par les anciens liquides présents dans la rétention, il est difficile d'observer le fond de la rétention.</p> <p>La procédure au droit de la rétention sous-sol détaille le test d'étanchéité effectué.</p> <p>Le dernier test d'étanchéité a été effectué le 13 octobre 2022 et ne conclut pas sur la perte de confinement de liquides au droit de cette rétention.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Nous demandons à l'exploitant de procéder au nettoyage de la rétention R413 afin d'assurer par un contrôle la bonne étanchéité de cette rétention, sous un délai de 1 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Dispositions spécifiques à la gestion des déchets**

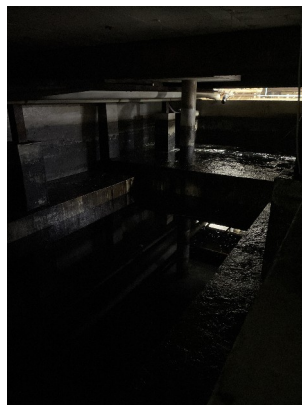
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'entreposage des déchets liquides
<b>Prescription contrôlée :</b> Les cuves de stockage portent en caractères lisibles le type de déchets qu'elles contiennent (par exemple : « Huiles usagées (déchets) » ). Ces récipients sont construits selon les normes en vigueur à la date de leur fabrication et présentent une résistance suffisante aux chocs accidentels. Ils sont étanches et solidement amarrés. Ils sont reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement adaptée. Chaque cuve est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu. Chaque cuve devra être équipée d'un ou de plusieurs tubes d'évents fixes situés en partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal d'utilisation. Ces événements ne comportent aucune vanne ni obturateur. Ils ont une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des tuyauteries de remplissage. Chaque événement débouche au-dessus de la rétention commune.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que chaque cuve présente un étiquetage conforme à la réglementation applicable et est équipé d'évents débouchants au-dessus de la rétention. L'exploitant a aussi montré que chaque cuve est munie d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume de liquide contenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## Annexe photographique

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ **Autres : aucun**

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles  
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.8.6  
Photo :



Bassin R413

Nom du point de contrôle : Dispositions spécifiques à la gestion des déchets  
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 7.2.3  
Photos :



Etiquetage propre à chaque cuve

Dispositif de contrôle du volume de remplissage